

ACTION URGENTE

MENACES CONTRE UN HOMME POLITIQUE DÉFENDANT LES MINORITÉS

Le parlementaire Saleem Khurshheed Khokhar a reçu des menaces de mort parce qu'il a demandé que les femmes et filles hindoues soient protégées des enlèvements et de la conversion forcée à l'islam.

Saleem Khurshheed Khokhar est chrétien, membre de l'Assemblée provinciale du Sind (Pakistan) et président de la section sindhie de l'Alliance de toutes les minorités pakistanaïses. Le 18 avril, après que la Cour suprême a consacré une audience à la conversion et au mariage présumés forcés d'une femme hindoue, ce parlementaire a critiqué dans les médias l'enlèvement et la conversion forcée de femmes issues de minorités religieuses. Deux jours plus tard, il a reçu un SMS de menace affirmant que le Pakistan avait été créé uniquement pour les musulmans, que seuls les musulmans pouvaient y vivre pacifiquement et que personne d'autre ne serait autorisé à le faire. Depuis l'année dernière, Saleem Khokhar a reçu une série de menaces parce qu'il défend les droits des minorités. Il est le plus éminent homme politique menacé de mort pour ce motif depuis les assassinats de Salmaan Taseer, gouverneur du Pendjab, et de Shahbaz Bhatti, ministre fédéral des Minorités, en 2011.

Le jour où il a reçu la menace en question, Saleem Khokhar a porté plainte auprès du commissaire du poste de police de Clifton, à Karachi, et un procès-verbal introductif a été dressé. Cependant, cet homme a expliqué à Amnesty International et informé par écrit des hauts représentants de l'État que la police n'avait pas enquêté sur les faits et s'était contentée d'enregistrer le procès-verbal. Il pense que les quelques agents affectés à sa sécurité par les autorités sont trop peu nombreux et n'ont pas été sélectionnés de manière suffisamment minutieuse pour garantir qu'ils ne nourrissent aucune animosité à son égard, dans la mesure où ils sont musulmans et lui, chrétien. En janvier 2011, le gouverneur Taseer a été assassiné par l'un de ses gardes du corps, qui estimait qu'il avait blasphémé en s'opposant ouvertement aux lois qui servent souvent de justification pour s'en prendre aux minorités religieuses. Le ministre Bhatti a été assassiné en mars 2011 pour s'être montré critique sur le même sujet. L'an dernier, Saleem Khokhar a été menacé de mort pour avoir soutenu ces deux hommes.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en ourdou ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à fournir une protection suffisante à Saleem Khurshheed Khokhar et sa famille et à veiller à ce que les agents affectés à leur sécurité soient sélectionnés correctement ;
- exhortez-les à enquêter rapidement sur toutes les menaces reçues par ces personnes et toutes celles qui font campagne contre les conversions et mariages forcés;
- demandez-leur de traduire en justice les auteurs présumés de ces menaces et de tout autre acte de violence visant des minorités religieuses, y compris la conversion et le mariage forcés, dans le cadre de procédures conformes aux normes internationales d'équité des procès.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 JUIN 2012 À :

Premier ministre
Syed Yusuf Raza Gilani
Prime Minister House
Islamabad,
Pakistan
Fax : +92 51 922 1596
Courriel : secretary@cabinet.gov.pk
Formule d'appel : *Dear Prime Minister, /*
Monsieur le Premier ministre,

Qaim Ali Shah
Interior Minister of Sindh
Dr. Zia ud Din Ahmed Road
Karachi, Sindh
Pakistan
Fax : +92 21 992 02000
Formule d'appel : *Dear Chief Minister, /*
Monsieur le Chef du gouvernement,

Mushtaq Shah
Sindh Police
Head Office I. I. Chundrigar Road
Karachi, Sindh
Pakistan
Fax : +92 21 99 212 051
Courriel : addl.igp_karachi@sindhpolice.gov.pk
Formule d'appel : *Dear Mr Basha, /*
Monsieur,

Chef du gouvernement de la province du Sind

Inspecteur général de la police du Sind

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Pakistan dans votre pays (adresse(s) à compléter) :
Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

MENACES CONTRE UN HOMME POLITIQUE DÉFENDANT LES MINORITÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

L'étudiante hindoue Rinkle Kumari a disparu de son domicile, à Mirpur Mathelo (province du Sind), le 24 février. Plus tard dans la journée, ses parents ont reçu un appel téléphonique d'un religieux musulman de la région, qui a déclaré que la jeune fille s'était convertie à l'islam. Le soir même, elle avait été mariée à un musulman des environs. Selon ses proches, elle a été convertie et mariée de force. La Cour suprême est intervenue et a statué, le 18 avril, que Rinkle Kumari et deux autres jeunes filles qui auraient été converties et mariées de force à des musulmans devaient pouvoir décider si elles souhaitaient demeurer auprès de leurs maris respectifs ou retourner dans leurs familles. Elle a également ordonné que ces personnes bénéficient d'une protection policière. Pendant le procès, elles étaient logées dans un centre d'accueil où elles auraient été menacées par téléphone. Les trois jeunes filles ont dit vouloir rester avec leurs maris. Cependant, des défenseurs des droits humains ont critiqué le fait que la Cour attendait d'elles une décision immédiate en faisant abstraction du climat général de crainte et d'intimidation dans lequel évoluent les minorités religieuses, en particulier les franges défavorisées de la communauté hindoue de la province du Sind.

Saleem Khursheed Khokhar a été menacé après avoir apporté son soutien aux proches des trois jeunes filles, à la suite de l'audience tenue par la Cour suprême le 18 avril. L'affaire de Rinkle Kumari, fortement relayée dans les médias pakistanais, a mis en lumière les craintes d'atteintes aux droits humains visant la communauté hindoue du Pakistan. Non seulement les femmes hindoues sont menacées de conversion et de mariage forcés, mais des commerçants de cette minorité ont été la cible d'une série d'enlèvements accompagnés de demandes de rançon au Sind et dans la province voisine du Baloutchistan. Selon la Commission pakistanaise des droits humains, 34 hindous ont été enlevés depuis 2011 au Baloutchistan et 50 familles ont fui la province.

À plusieurs reprises, le gouvernement pakistanais n'a pas respecté ni protégé les droits humains des minorités religieuses ni des personnes qui défendent leurs droits. La police s'abstient souvent d'enregistrer et de traiter les plaintes, et le fonctionnement de la justice est entravé par l'attitude biaisée de certains juges à l'égard des minorités religieuses. En 2009, soit un an après son accession au pouvoir, le gouvernement actuel s'est engagé à réviser les « lois préjudiciables à l'harmonie religieuse ». Pourtant, il n'a pas réagi aux assassinats du gouverneur de Pendjab, Salmaan Taseer, et du ministre fédéral des Minorités, Shahbaz Bhatti, en janvier et mars 2011 respectivement. Ces deux hommes ont été tués parce qu'ils avaient critiqué les lois relatives au blasphème qui visent de manière disproportionnée les minorités religieuses.

Les articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel le Pakistan est partie, protègent le droit de chacun à la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'opinion et d'expression. L'article 26 proclame l'égalité de tous devant la loi, sans discrimination. L'article 27 dispose que les personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques « ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue ». Cet article exige des États qu'ils prennent des mesures volontaristes pour protéger les minorités religieuses de tout acte commis par leurs agents ou d'autres personnes.

Nom : Saleem Khursheed Khokhar

Genre : homme

AU 139/12, ASA 33/004/2012, 17 mai 2012